

# CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE

---

**Compte rendu - Conférence parallèle  
des jeunes sur le devenir  
social et économique du Québec**

**Juin 1996**

---

La collection «Propos» du Conseil permanent de la jeunesse est une tribune ouverte à l'expression de différents points de vue sur des enjeux importants pour la société québécoise.

Les textes publiés dans cette collection ne représentent pas la ou les positions du Conseil permanent de la jeunesse.

Leur reproduction est autorisée à la condition d'en indiquer l'auteur et la source.

## **Comité organisateur de la Conférence parallèle des jeunes**

**Michel Philibert**  
Président

**Marc-André Dowd**  
Vice-président

**Julie Lévesque**  
Vice-présidente

**Hélène Dufour**  
Secrétaire générale

**Marie Kronström**  
Agente d'information et responsable de la production

**René Simard**  
Agent de recherche et auteur du cahier d'animation et du compte rendu

**Danielle Tremblay**  
Agente de secrétariat

Cette publication a été produite par le

**Conseil permanent de la jeunesse**  
580, Grande Allée Est, bureau 440  
Québec (Québec) G1R 2K2

Gouvernement du Québec  
Dépôt légal - 1996  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN 2-550-30320-2

## Remerciements

Les membres du Conseil permanent de la jeunesse tiennent à remercier les quelque trois cents jeunes et représentantes et représentants des organismes de jeunes qui ont participé activement à la Conférence parallèle des jeunes sur le devenir social et économique du Québec.

Le Conseil, en plus du soutien de son personnel et de ses membres, a également bénéficié de l'apport de personnes qui ont investi leur temps et leur énergie dans l'organisation et la tenue de la Conférence parallèle. Du même coup, celles-ci ont démontré qu'elles croyaient au bien-fondé de cet exercice de prise de parole et de consultation. Le Conseil désire donc souligner la contribution essentielle de **Manon Harvey** (éducatrice au Centre Jeunesse de Montréal), de **Valérie Martin** (de la Fédération étudiante collégiale du Québec), de **Patrice Savignac-Dufour** (président des Jeunes CSN) et de **Denis Soulières** (président de la Fédération des médecins résidents du Québec) qui ont assumé avec brio la tâche de faire rapport des ateliers lors de la séance de l'après-midi. De sincères remerciements vont aussi à **Philippe Béland** (du Centre des jeunes dirigeants), à **Sylvia Ceacero** (du Centre de recherche-action sur les relations raciales), à **Christine Fréchette** (de la Fédération étudiante universitaire du Québec) et à **Jérôme Piché** (du Regroupement des jeunes gens d'affaires) qui ont su démontré leur savoir-faire dans l'animation et au secrétariat des ateliers.

À toutes et à tous, mille fois merci.

## Table des matières

Pourquoi avoir tenu une Conférence parallèle des jeunes ?	6
Qu'avons-nous fait ?	6
Qu'en ressort-il ?	7
Comment ce compte rendu a-t-il été construit ?	7
<b>THÈME 1 : LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI</b>	<b>8</b>
État de situation et questions	8
Synthèse des propos des jeunes	9
. L'emploi : tout est bloqué	9
. Adapter le système éducatif	9
. Un État plus actif	11
. L'intégration des sans-emploi : l'affaire de tous	12
. Les limites de l'entrepreneurship	14
. Un nouveau sens au travail	15
<b>THÈME 2 : L'ACCESSIBILITÉ À UNE ÉDUCATION ET À UNE FORMATION PROFESSIONNELLE DE QUALITÉ</b>	<b>16</b>
État de situation et questions	16
Synthèse des propos des jeunes	17
. Un enseignement diversifié pour former des personnes polyvalentes	17
. Une éducation à la citoyenneté	17
. Améliorer l'orientation et la formation professionnelle	18
. Contrer le décrochage des enseignants et des jeunes	19
. Une école plus ouverte sur la communauté	20
<b>THÈME 3 : LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION</b>	<b>22</b>
État de situation et questions	22
Synthèse des propos des jeunes	23
. L'exclusion...comme un stigmata	23
. L'aide sociale et l'employabilité : des obstacles à l'insertion	23
. Laissés-pour-compte par les «inclus»	24
. Devenir acteurs	25
. Se regrouper	25

. Partager l'espace de vivre	26
<b>THÈME 4. LES FINANCES PUBLIQUES ET L'ÉQUITÉ</b>	<b>27</b>
État de situation et questions	27
Synthèse des propos des jeunes	28
. Couper, c'est s'appauvrir	28
. Établir des priorités	29
. Améliorer la gestion de l'État	30
. Une fiscalité qui encourage la création d'emplois	30
. Honnêteté, solidarité, partage	31
<b>LES ORGANISMES PRÉSENTS À LA CONFÉRENCE PARALLÈLE DES JEUNES SUR LE DEVENIR SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC</b>	<b>33</b>

## **POURQUOI AVOIR TENU UNE CONFÉRENCE PARALLÈLE DES JEUNES ?**

Parce que les jeunes de tous les milieux et les groupes de jeunes ont des idées à exprimer et des propositions à faire valoir en ce qui concerne le devenir social et économique du Québec;

Parce que le Premier ministre du Québec a limité ses invitations à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) pour assurer la représentation des jeunes à la conférence officielle sur le devenir social et économique du Québec, alors que les jeunes ne sont pas tous aux études et seulement aux études;

Le Conseil permanent de la jeunesse a réagi en organisant, en moins de deux semaines, une conférence parallèle afin que les jeunes et les groupes de jeunes puissent exprimer leurs intérêts et faire valoir la richesse et la force de leur expertise.

## **QU'AVONS-NOUS FAIT ?**

**Exposé verbalement des idées et des propositions d'action à partir de l'expérience et de l'expertise des jeunes et des groupes de jeunes présents :**

- ces idées et ces propositions d'action étaient liées à quatre thèmes : le développement de l'emploi, l'accessibilité à une éducation et à une formation professionnelle de qualité, la lutte contre l'exclusion, les finances publiques et l'équité;
- ces idées et ces propositions d'action permettront aux jeunes de prendre leur place dans le devenir social et économique du Québec.

**Cherché à influencer les personnes et les groupes d'intérêt qui ont eu la chance d'être invités à la Conférence sur le devenir social et économique du Québec.**

**Démonstré au monde politique qu'il doit compter avec les jeunes pour déterminer les grands enjeux de l'avenir.**

**La Conférence parallèle des jeunes ne visait cependant pas à créer de consensus autour des questions en débat.**

## QU'EN RESSORT-IL ?

Des idées, des propositions, des tendances :

- qui ont été présentées à l'ensemble des participantes et des participants, à M. Joseph Facal (député de Fabre et adjoint parlementaire du Premier ministre du Québec), aux personnes invitées à la Conférence sur le devenir social et économique du Québec qui sont venues assister à la Conférence parallèle à titre d'observatrices et aux journalistes, lors de la séance de clôture de la Conférence parallèle;
- qui ont été brièvement exposées à la fin de la journée de la Conférence parallèle lors d'une conférence de presse;
- qui ont été transmises au ministre responsable de la jeunesse avant le début de la Conférence sur le devenir social et économique du Québec;
- qui ont inspiré les propos des représentants de la FEUQ et de la FECQ lors de la Conférence sur le devenir social et économique du Québec;
- qui sont exprimées dans ce compte rendu.

## COMMENT CE COMPTE RENDU A-T-IL ÉTÉ CONSTRUIT ?

À partir des notes prises par les secrétaires d'atelier, qui ont tenu compte de chacun des commentaires exprimés.

À l'aide des exposés préparés par les personnes chargées de faire état des discussions qui ont porté sur chacun des quatre thèmes, lors de la séance de clôture de la Conférence parallèle.

Bien entendu, ce compte rendu n'a pas la prétention de présenter la position de la jeunesse. D'ailleurs, le but de la Conférence parallèle n'était pas d'établir de consensus, mais plutôt de favoriser l'expression des divers intérêts des jeunes et de faire valoir l'expertise des organismes jeunesse.

Il faut souligner que cet exercice s'est déroulé de façon très rapide. Une fois la liste officielle des invités à la Conférence sur le devenir social et économique du Québec rendue publique, soit deux semaines avant la tenue de l'événement, le Conseil a décidé de réagir en invitant les jeunes et les organismes de jeunes à se faire entendre. Il a aussitôt déterminé quatre thèmes de discussion, préparé un état de la situation pour chacun d'eux et suggéré des questions liées aux enjeux majeurs. L'état de situation et les questions rattachés à chacun des thèmes sont d'ailleurs repris à l'intérieur de ce document. C'est donc à partir d'un cahier d'animation ainsi construit que les jeunes et les organismes de jeunes ont pris la parole.

L'exercice a donc eu ses limites. Cependant, il semble que des tendances se dessinent parmi les participantes et les participants à la Conférence parallèle. Celles-ci tracent la ligne de fond d'une réflexion portant sur la place des jeunes dans le devenir social et économique du Québec.

## THÈME 1 : LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

### État de situation et questions

L'importance du chômage et de la précarité du travail figurent parmi les conséquences d'une restructuration économique majeure qui s'est amorcée il y a plus de vingt ans. Les entreprises ont décidé de faire face à la mondialisation des marchés en utilisant de nouvelles technologies et en cherchant une plus grande flexibilité de la main-d'oeuvre. Pour leur part, les gouvernements ont décidé de remplir leurs exigences budgétaires en réduisant leurs dépenses, en limitant de façon sensible l'embauche dans les secteurs public et parapublic et en misant sur l'octroi de contrats. Tout cela a provoqué le sous-emploi et la prolifération des postes de travail précaires. Derniers arrivés sur le marché du travail, les jeunes se retrouvent parmi les victimes de ces choix.

La situation apparaît d'autant plus grave que les années 1980 ont démontré que la croissance économique ne s'accompagne pas nécessairement d'un fort rythme de création d'emplois.

D'autre part, la surreprésentation des jeunes parmi l'effectif des chômeurs et des assistés sociaux de même que les forts taux de chômage qui caractérisent continuellement leur situation par rapport à l'emploi semblent désormais être perçus comme des phénomènes inévitables avec lesquels la société québécoise doit composer. La preuve : les jeunes sont la cible des mesures de développement de l'employabilité, bien peu celle des mesures de création d'emplois.

Pourtant, il est inéluctable que le manque d'emplois, la précarité du travail et la perte de revenus qui en découle créent une pression considérable sur les individus, les gouvernements et les petites et moyennes entreprises. Découragés par les perspectives d'avenir, des jeunes abandonnent leurs études prématurément. Faiblement rémunérés et soumis à des conditions de travail précaires, de jeunes couples remettent toujours à plus tard leur intention d'avoir des enfants. Subissant les soubresauts de la conjoncture, plusieurs jeunes se situent en marge de la société de consommation, ce qui réduit d'autant la demande de produits de toute sorte et les entrées fiscales des gouvernements. La création d'emplois de qualité et bien rémunérés est l'enjeu fondamental de cette fin de siècle.

Existe-t-il des secteurs d'activité ou des gisements d'emplois largement sous-exploités au Québec ?

Les employeurs ont-ils la responsabilité de créer des emplois ?

À moyen et à court terme, comment peut-on faire concrètement de la place aux jeunes sur le marché du travail ?

## **Synthèse des propos des jeunes**

### **L'emploi : tout est bloqué**

Nous vivons maintenant dans des économies et non plus dans des sociétés. De plus, aussi paradoxal que cela puisse paraître, tout se passe comme si l'emploi était un mal nécessaire pour l'entreprise privée et les gouvernements. On veut que tout le monde travaille afin de diminuer les coûts des régimes de l'aide sociale et de l'assurance-chômage et d'assainir l'état des finances publiques mais, au même moment, on rationalise et on restructure dans le but de réduire le nombre de postes de travail. **Pouvons-nous y comprendre quelque chose ?**

Parallèlement les jeunes travailleuses et travailleurs doivent se contenter d'emplois précaires, mal payés et offrant très peu de bénéfices. Aux moins chanceux, comme solutions concrètes, on offre des mesures d'employabilité qui sont méprisantes et futiles.

Dans ce contexte, plusieurs jeunes en viennent à manquer de perspective et à ne plus être convaincus d'avoir leur place dans ce monde. Socialement, ce n'est qu'en période pré-électorale qu'ils existent. Le reste du temps, ils se butent à une foule d'obstacles qui se dressent toujours en plus grand nombre sur la voie du marché du travail. Parmi ces obstacles, le manque d'emploi contribue non seulement à rendre inefficaces les mesures d'employabilité, mais affecte aussi les diplômés des universités et les jeunes qui veulent travailler dans la fonction publique et parapublique. S'y ajoutent le manque d'harmonisation dans les programmes et les interventions des différents gouvernements, la déficience de l'information concernant le marché du travail transmise dans les établissements d'enseignement, les carences dans la promotion et la diffusion de renseignements portant sur les possibilités de créer son emploi ou son entreprise, et le caractère souvent trop restrictif des normes imposées pour certains programmes ou certaines mesures gouvernementales.

### **Adapter le système éducatif**

Par ailleurs, le système scolaire continue d'éduquer, d'instruire et de former comme avant alors que l'on sait qu'il y a pénurie d'emplois, ce que d'aucuns qualifient de drame.

Si tous concèdent que le système est bloqué parce que c'est une minorité qui décide pour l'ensemble, force est de constater que les jeunes sont malgré tout actifs et prennent des initiatives. Il ne fait d'ailleurs aucun doute qu'ils possèdent toutes les capacités leur permettant de participer à l'évolution de la société et du marché du travail. En ce sens, il est clair que les jeunes font partie des solutions et non des problèmes. Il leur reste toutefois à établir un rapport de force et à se faire entendre dans le but de modifier des mentalités et de reprendre espoir face à l'avenir.

Justement pour se redonner espoir, ils demandent aux décideurs de considérer l'investissement dans les personnes et la communauté comme étant le plus important pour une société. En ce sens, l'éducation, les services sociaux et l'aide sociale doivent être épargnés dans la vaste entreprise d'assainissement des finances publiques, car l'investissement qu'on y fait est appelé à fructifier et à lancer le moteur du développement.

Les jeunes savent qu'il n'y a pas de recettes magiques, mais ils désignent quelques voies d'action en vue de nouveaux projets d'avenir. Parmi celles-ci, ils accordent une importance toute particulière à la concertation locale et à leur propre participation dans tout exercice de concertation et dans le système d'éducation.

La concertation locale doit notamment permettre une meilleure évaluation des besoins des entreprises et la détermination d'objectifs concernant le développement de secteurs d'activités économiques nouveaux et potentiellement créateurs d'emplois.

Sur le plan de la participation des jeunes aux différentes instances de concertation, il semble que le Conseil permanent de la jeunesse réponde déjà à un besoin en siégeant au Forum pour l'emploi et en tenant des activités comme la Conférence parallèle des jeunes. Cependant, on souhaite que le Conseil soit encore plus actif pour favoriser la prise de parole des jeunes et l'ouverture des instances à leur endroit.

Le système d'éducation est également au centre d'un effort visant à redonner espoir aux jeunes. Bien qu'il faille lier davantage les programmes de formation au marché du travail et orienter les étudiantes et les étudiants vers les secteurs d'avenir, il reste que les établissements d'enseignement ne doivent pas former en fonction seulement des besoins des entreprises. Il faut être prudent dans l'arrimage école-travail. La nature du travail et les tâches changent constamment et rapidement, l'école ne peut pas suivre cette accélération. Par contre, elle peut fournir des connaissances de base, de la polyvalence, une éducation à la citoyenneté et elle doit mieux lutter contre le décrochage.

Le système d'enseignement doit donc trouver la formule permettant de mieux renseigner les jeunes sur la réalité du marché du travail tout en cherchant à responsabiliser ceux-ci davantage quant aux différentes options qui se présentent à eux. Autrement dit, les jeunes doivent être appelés à choisir, en toute connaissance de cause, la voie scolaire et professionnelle qui les intéresse le plus. Cette façon de fonctionner interdit toute forme de contingentement des programmes de formation. Il faut permettre aux personnes d'étudier et de travailler dans le domaine de leur choix. On démontre plus de compétence lorsque l'on étudie et travaille dans un domaine que l'on aime.

Finalement, le système d'éducation peut appuyer ou faire connaître des initiatives nouvelles qui offrent l'occasion de mieux outiller les jeunes au regard du marché du travail. Parmi ces initiatives, on note que les coopératives jeunesse de services représentent une formule qui plaît particulièrement aux adolescentes et aux adolescents. Ces coopératives offrent une expérience de travail concrète aux jeunes et leur permet de s'ouvrir aux réalités qui caractérisent leur communauté d'appartenance.

## Un État plus actif

L'État a un rôle essentiel à jouer dans l'ouverture du marché du travail aux jeunes. L'État doit prendre le leadership dans la diffusion d'un discours social axé sur le besoin de créer des emplois particulièrement pour les jeunes et les femmes. Actuellement, les messages reflètent trop ceux du néolibéralisme, de la recherche de profits et des exigences de la compétitivité. On entend rarement le discours du droit au travail.

Les jeunes d'aujourd'hui doivent faire preuve de beaucoup de courage pour pouvoir se tailler une place dans la société et dans le monde du travail. Les chemins qu'ils empruntent sont divers, chaotiques et sinueux. Il est inconcevable que des jeunes souvent scolarisés et très bien formés soient en chômage. La société a investi pour former ces jeunes et cette même société décline toute responsabilité devant leurs difficultés à se trouver un emploi. Cela coûte très cher, puisque l'État paie doublement : la première fois, pour les former et la deuxième, pour assurer leur subsistance. Les gouvernements doivent donc élaborer une politique de développement de l'emploi, qui réforme leur propre fonctionnement comme celui des entreprises privées et qui vise à soutenir les initiatives des jeunes.

La crise des finances publiques n'est pas une excuse valable pour justifier l'immobilisme des gouvernements, d'abord, parce qu'il est question de rendre plus efficaces des interventions ou des programmes qui existent déjà et non d'en créer d'autres; ensuite, parce qu'il existe des hypothèses autres que celles imposant des compressions budgétaires importantes dans les grands programmes sociaux et les services publics. Ces hypothèses, liées à une révision en profondeur de notre régime fiscal ou à la création d'un fonds spécial destiné à rembourser la dette québécoise sur une longue période de temps, auraient l'avantage de ne pas handicaper le développement de notre société.

L'État peut ainsi jouer plusieurs rôles importants pour favoriser la création d'emplois.

Il a la responsabilité de voir à la formation des jeunes et des adultes, d'assurer des services permettant de parier les demandeurs d'emploi aux offreurs d'emploi, de construire un régime fiscal qui encourage la création d'emplois et, par son pouvoir législatif, de jouer un rôle d'arbitre sur le marché du travail. Bref, il doit créer un contexte social et économique favorable à la création d'emplois.

De plus, les gouvernements doivent réorienter les mesures d'employabilité de façon à ce que celles-ci offrent une bonne formation et de réelles possibilités d'occuper un emploi. À cet égard, à l'instar d'initiatives françaises, on évoque la possibilité d'inclure des clauses d'insertion pour les jeunes sans emploi à l'intérieur des contrats que les gouvernements concluent avec leurs fournisseurs.

Par ailleurs, l'État doit cesser d'abandonner ses responsabilités sociales en reléguant au secteur privé ou à l'économie sociale le soin de répondre aux besoins créés par le vieillissement de la population, par la montée de la pauvreté et par son propre désengagement. Couper dans les services publics équivaut à fournir à la fois moins de services et moins d'emplois aux jeunes.

En ce qui concerne les entreprises privées, plusieurs les désignent comme la principale source de création d'emplois. Or, l'État doit faciliter les efforts de celles-ci, notamment pour celles qui se situent dans des secteurs en croissance ou hautement compétitifs. Il ne doit donc plus subventionner n'importe quelle entreprise, mais établir une politique claire et rigoureuse qui permettra le développement plus harmonieux de celles davantage préoccupées par la création d'emplois. En ce sens, plusieurs options se présentent : réduire la taxe s'appliquant sur la masse salariale, simplifier les formalités et les tracasseries administratives imposées aux entreprises, alléger les charges sociales des entreprises qui démarrent et établir une fiscalité qui récompense la performance sociale de l'entreprise et la création d'emplois plutôt que la réalisation de profits.

Dans un même ordre d'idées, l'État en tant qu'employeur a des responsabilités particulières envers l'emploi. Ainsi, il doit servir d'exemple aux entreprises privées en mettant en oeuvre différentes formules permettant d'offrir des emplois aux jeunes. Si des évaluations rigoureuses démontrent que les jeunes peuvent en bénéficier, des mesures liées au partage du temps de travail, à la retraite obligatoire, à la fin de la sécurité d'emploi et au compagnonnage mettant à profit les pré-retraités doivent être entreprises.

L'État doit faire de la place aux jeunes à l'intérieur de la fonction publique. Il n'y a actuellement aucune politique liée à la relève dans cette fonction publique et parapublique vieillissante que les jeunes jugent coûteuse et paralysée. Qu'advient-il de la fonction publique dans cinq ou dix ans si les gouvernements n'agissent pas maintenant ? Et qu'advient-il d'une région comme Québec qui dépend de la fonction publique et où plusieurs jeunes sont formés dans des disciplines compatibles avec les professions et les métiers que l'on y exerce ?

Finalement, l'État doit réviser les notions de travail et de partage de la richesse. En effet, il doit chercher à déterminer dès aujourd'hui de nouvelles règles du jeu social et économique, sachant que l'on se dirige vers une société où une bonne part des personnes seront exclues du marché du travail.

### **L'intégration des sans-emploi : l'affaire de tous**

Les personnes sans emploi qui veulent travailler, et parmi elles de nombreux jeunes, ne s'en sortiront pas d'elles-mêmes. Si l'État doit être plus actif dans ses interventions visant à créer des emplois, la même responsabilité incombe aussi au système scolaire, aux entreprises privées, aux syndicats, aux organismes communautaires et aux travailleuses et aux travailleurs eux-mêmes.

Conscients qu'il n'existe pas là non plus de recettes miracles, les jeunes jugent important que tous agissent en concertation pour créer les conditions favorables au développement de l'emploi. Parce qu'elles ont plus de pouvoirs, les organisations dirigeantes du Québec doivent prendre conscience du problème de sous-emploi qui frappe les jeunes et travailler à améliorer la situation, sinon c'est toute la société qui s'engage dans un cul-de-sac. Toutefois, on doute encore de la volonté des employeurs à s'attribuer une responsabilité dans la création d'emplois tant que la paix sociale ne sera pas menacée au Québec. La loi du profit pour le profit est toujours à la base du fonctionnement des entreprises.

L'intégration en emploi passe en premier lieu par une meilleure sensibilité du système scolaire au marché du travail. À l'heure actuelle, on investit massivement pour former les jeunes sans se préoccuper de les aider à faire le saut qui les mènera à l'emploi. Il faut donc, en plus de valoriser la poursuite des études et d'améliorer les secteurs de la formation professionnelle et technique, procurer des services et des outils destinés à faciliter la transition entre les études et le monde du travail. Cela ne signifie pas qu'il faille spécialiser à outrance les jeunes finissants, mais simplement de leur faire connaître davantage l'environnement professionnel vers lequel ils s'orientent. Entre autres, il faut que les établissements d'enseignement soient en mesure d'offrir de l'information à jour sur les secteurs ou les entreprises connaissant une pénurie de main-d'oeuvre. Cette préoccupation doit être présente à tous les ordres d'enseignement.

L'entreprise privée, et en particulier les grandes entreprises, sont considérées comme étant les mieux placées pour créer des emplois. Toutefois, plusieurs jugent sévèrement leurs actions et leur attitude. On est d'avis que les grandes entreprises ne se sentent pas responsables de créer des emplois ni de contribuer au développement de la société. Elles utilisent sans vergogne les mesures d'employabilité, ne remplacent pas les travailleuses et les travailleurs qui acceptent de partager leur temps de travail et prennent tous les moyens possibles pour se soustraire à l'obligation d'offrir de la formation à leur personnel. De plus, prétextant la globalisation et la compétitivité, elles haussent artificiellement les exigences scolaires dans leurs offres d'emploi et accordent de mauvaises conditions salariales et de travail aux nouveaux employés.

Néanmoins, les jeunes croient que les grandes entreprises peuvent agir de différentes façons pour améliorer leur image de citoyens corporatifs et démontrer plus d'intérêt pour la situation des jeunes. D'abord, elles peuvent collaborer plus étroitement avec les institutions d'enseignement en offrant des stages en milieu de travail à l'intention des jeunes inscrits en formation professionnelle ou technique ou en acceptant de financer davantage ces institutions. Aussi, les profits qu'elles réalisent doivent se traduire dans les conditions salariales et de travail de leurs employés, dont les derniers embauchés. Elles peuvent également venir en aide aux jeunes entrepreneurs en leur offrant des services conseils ou d'autres types de services. Finalement, elles doivent avoir parmi leurs objectifs celui de produire des biens ou des services de grande qualité qui soient exportables.

Pour ce qui est des syndicats, plusieurs jeunes considèrent que ceux-ci ne sont pas leurs alliés dans ce débat pour la création d'emplois. En fait, ils remarquent que ces organismes manquent de leadership dans l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies ou de mesures novatrices visant à créer des emplois. Leur réticence à remettre en question la permanence de l'emploi et les clauses visant à protéger les travailleuses et les travailleurs selon leur ancienneté entache leur volonté réelle à vouloir améliorer les choses en faveur des jeunes.

Par ailleurs, les organismes communautaires ont eux aussi un rôle à jouer dans la création d'emplois. Ces organismes ont l'avantage de bien connaître la nature des besoins sociaux et économiques qui ne trouvent pas de réponses dans la communauté. Ainsi, ils pourraient prendre le relais des entreprises traditionnelles et des gouvernements en créant des emplois permettant de répondre aux besoins reconnus (services aux personnes en perte d'autonomie, garderie, services de prévention sur le plan social, récupération et recyclage de produits divers, etc.). À l'heure actuelle toutefois, des contraintes importantes limitent leur développement. Ils offrent des conditions de travail et salariales minimales et sont relégués au rang de sous-traitants à rabais par des gouvernements qui se délestent de responsabilités sociales. Ils doivent donc chercher à innover en ce qui concerne leur mode financement et à s'imposer dans les instances décisionnelles et consultatives dont les intérêts portent sur le développement de l'économie et de l'emploi. Certains observent que les Carrefours Jeunesse Emploi ont la possibilité de faire naître une nouvelle concertation et des collaborations originales entre tous les acteurs intéressés au développement de l'emploi.

Les travailleuses et les travailleurs doivent, eux aussi, être actifs pour favoriser la création d'emplois et l'ouverture du marché du travail aux jeunes. Celles et ceux qui le peuvent ne doivent pas hésiter à réduire leur temps de travail. De même, doivent-ils refuser de faire du temps supplémentaire, cumuler un revenu de retraite et un salaire ou occuper deux emplois bien rémunérés. Certes, un nombre relativement restreint de personnes sont en mesure d'adhérer à l'une ou l'autre de ces options, mais les jeunes sont d'avis que seraient ainsi libérée une quantité non négligeable de postes de travail qui leur seraient accessibles.

Finalement, les jeunes sont plutôt enclins à condamner celles et ceux qui travaillent au noir. Le coût social et économique entraîné par ce type de travail exacerbe la situation pénible des jeunes qui ont besoin des services de l'État.

### **Les limites de l'entrepreneurship**

Souvent envisagé comme étant l'une des solutions au manque d'emploi chez les jeunes, l'entrepreneurship ne soulève pas un grand intérêt. En fait, certains jeunes voient dans la promotion de l'entrepreneurship une façon de remettre aux jeunes la responsabilité de créer leur emploi pendant que les entreprises privées et les gouvernements s'en lavent les mains.

Néanmoins, on reconnaît que l'entrepreneurship représente une option intéressante, valable et prometteuse pour certains individus qui ont le goût de se lancer en affaires et qui possèdent la formation, les outils, le soutien conseil et les moyens financiers de le faire. À cet égard, on veut que les jeunes intéressés à créer leur entreprise bénéficient d'un support beaucoup plus généreux de la part des institutions financières et puissent miser sur un appui accru des institutions d'enseignement. D'ailleurs, les institutions d'enseignement collégial et universitaire sont pointées du doigt pour le manque d'intérêt relativement à la question de l'entrepreneurship.

Cette façon de créer de l'emploi apparaît donc comme une véritable solution pour un nombre très limité de jeunes. Trop souvent, elle apporte son lot de désillusions pour ceux et celles qui ne misent que là-dessus sans posséder tous les atouts leur permettant d'atteindre leurs objectifs.

### **Un nouveau sens au travail**

Le développement de l'emploi est bien évidemment un enjeu actuel majeur. Toutefois, comme aujourd'hui la richesse se crée sans qu'il y ait création d'emplois, un autre enjeu important s'impose et est désigné par les jeunes comme étant l'établissement d'un meilleur mode de partage de la richesse. Pour certains d'entre eux, l'avenir n'est pas dans le salariat. Il faut donc revoir notre notion du travail et réviser en conséquence nos façons de répartir la richesse.

Ici, les pistes de solution ne sont pas nombreuses. Cependant, on croit qu'au-delà des débats portant sur le travail obligatoire des assistés sociaux, le partage du temps de travail, la réorganisation du travail et les mesures d'employabilité, il faut en venir à amorcer une réflexion de fond sur les conséquences de la dissociation entre le travail et le salariat, sur la reconnaissance et la rentabilité du travail utile socialement, sur le rapprochement entre le développement économique et le développement social et sur les conditions nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de toutes et de tous.

## THÈME 2 : L'ACCESSIBILITÉ À UNE ÉDUCATION ET À UNE FORMATION PROFESSIONNELLE DE QUALITÉ

### État de situation et questions

Généralement, les analystes sociaux s'entendent pour affirmer que les personnes plus scolarisées ont davantage accès aux services, peuvent plus facilement faire valoir leurs droits et sont plus autonomes. Une scolarité avancée va encore de pair avec un bon revenu, un emploi valorisant et une participation active à la vie sociale et culturelle. De plus, à revenu égal, les personnes scolarisées connaissent un meilleur état de santé et de bien-être.

Abordée sous l'angle des disparités sociales, l'école est sans aucun doute l'un des seuls moyens permettant de réduire l'inégalité des chances que rencontrent les jeunes issus de milieux défavorisés. Et pourtant...

Aujourd'hui, au lieu d'être le premier agent d'insertion sociale et professionnelle, le système scolaire devient, pour plusieurs jeunes, le premier facteur de leur exclusion. L'école est décrochée des besoins et de la réalité de bon nombre de jeunes comme en font foi le taux de décrochage au secondaire (33 % en 1993-1994) et le nombre d'inscriptions en formation professionnelle (7752 au secondaire, en 1993-1994). Qui plus est, les coupures successives dans le système scolaire, les pertes en matière de services aux jeunes qui le fréquentent et l'abandon de l'enseignement professionnel comme voie valable d'éducation et de formation sont des éléments qui amplifient les difficultés d'accès à l'école.

En fait, l'accessibilité culturelle, financière et géographique à l'éducation et à la formation professionnelle et technique sont des éléments sur lesquels il apparaît impérieux d'agir afin de permettre aux jeunes de toute provenance sociale d'acquérir une solide formation de base et un savoir-faire professionnel qui leur procurent compétence et polyvalence.

À quelles conditions l'école secondaire, le cégep et l'université peuvent-ils devenir des milieux de vie qui favorisent la poursuite des études et le goût d'apprendre ?

Comment peut-on améliorer l'accessibilité financière aux études postsecondaires ?

Qu'est-ce qui pourrait promouvoir la formation professionnelle et technique chez les jeunes ?

## Synthèse des propos des jeunes

### Un enseignement diversifié pour former des personnes polyvalentes

L'éducation est un investissement important que le jeune réalise pour lui-même, que la société réalise pour les jeunes et, finalement, que la société réalise pour elle-même. Un système éducatif de qualité, qui instruit et qui forme, est l'une des pierres d'assise de la société québécoise. Or, notre système semble à la dérive; de nombreux jeunes l'abandonnent prématurément ou n'y réussissent pas et les gouvernements l'attaquent de toutes parts en diminuant sans cesse les ressources humaines et financières qui lui sont attribuées. Il est donc important d'arrêter l'hémorragie des ressources dédiées au système éducatif et de replacer l'étudiant au centre des préoccupations. Le jeune est «le client» de l'école, on a trop souvent tendance à l'oublier.

Les jeunes s'attendent à ce que le système éducatif leur offre les ressources et les outils nécessaires à leur intégration pleine et entière à la société. À cet égard, l'école doit permettre de toucher à tout dans une perspective où la polyvalence et la formation générale prennent le dessus sur toute autre considération.

À l'aide de méthodes d'apprentissage simples et d'un encadrement personnel plus important, l'école doit offrir une éducation plus humaniste, plus globale, plus intégrée et plus ouverte sur le monde. Cette éducation doit donner à chaque jeune tous les moyens lui permettant de s'exprimer. C'est donc en s'érigeant en véritable milieu de vie, en valorisant des valeurs telles la confiance, l'amour et la sécurité, et en adoptant des critères de qualité élevés qui exigent des efforts constants de la part des jeunes et de tout le personnel à l'oeuvre dans les institutions d'enseignement que l'école s'améliorera.

Il est aussi important que la valorisation de la stricte performance scolaire cède le pas à la promotion de l'engagement dans l'école, dans la communauté et sur le marché du travail. La réalisation d'activités parascolaires et le travail à temps partiel pendant la période scolaire pourraient renforcer la motivation, contribuer à une meilleure orientation et offrir un regard neuf sur l'école et la communauté. Il ne faut pas sous-estimer la valeur éducative et expérientielle de ces deux types d'activité. Ils contribuent eux aussi à la formation d'une personne polyvalente.

### Une éducation à la citoyenneté

Si l'un des éléments les plus importants de la mission de l'école est de former des personnes polyvalentes, un autre a certainement trait à la formation de citoyen. En effet, l'école doit offrir une excellente formation générale et transmettre des valeurs sociales importantes, mais elle doit également être concrète au sens où elle permettra aux jeunes de prendre part activement au développement de leur milieu de vie.

Pour ce faire, les institutions d'enseignement doivent transmettre une culture générale et favoriser une capacité d'analyse, de penser et de critiquer. Ces institutions doivent être ouvertes sur le monde, sur la communauté et sur les différences. Elles doivent miser sur le long terme. Elles sont responsables de fonctionner selon les règles d'une véritable démocratie et d'offrir une réelle égalité des chances à toutes et à tous.

### **Améliorer l'orientation et la formation professionnelle**

La polyvalence et la citoyenneté sont au fondement du projet éducatif. Cependant, le système d'éducation a également la responsabilité de permettre aux jeunes une entrée réussie sur le marché du travail. À cet effet, il dispose de deux moyens : l'orientation scolaire et professionnelle et la formation professionnelle.

Le secteur de l'orientation scolaire et professionnelle a fort besoin d'amélioration. En fait, tout simplement, on s'attend à ce que les personnes chargées d'offrir l'orientation aient une connaissance approfondie du marché du travail. Elles doivent ainsi fournir aux jeunes une meilleure connaissance de la réalité du marché de l'emploi en donnant de l'information sur les marchés régional et national et en tenant compte des taux de placement des derniers finissants selon les professions et les métiers enseignés dans l'institution d'enseignement. Les conseillères et les conseillers en orientation doivent mieux informer les jeunes sur les programmes de formation conduisant à peu ou presque pas d'emploi.

Par ailleurs, ces mêmes personnes ont la responsabilité d'accorder un meilleur suivi individuel aux jeunes qu'elles conseillent. De plus, elles doivent promouvoir les avantages procurés par les activités parascolaires et le travail à temps partiel auprès des jeunes, du personnel enseignant et de la direction des institutions. Ces moyens permettent aux jeunes de prendre une part plus active dans leur processus d'orientation, ce qui peut améliorer leur motivation, leur confiance, leur persévérance et, finalement, leur processus d'intégration au marché du travail.

Les conseillères et les conseillers en orientation peuvent aussi remettre en question la croyance selon laquelle ce sont les mauvais élèves qui prennent la direction de la formation professionnelle au secondaire et ainsi contribuer à revaloriser ce type de formation.

En matière de formation professionnelle, plusieurs chantiers doivent être entrepris ou poursuivis. Parmi ceux-ci, il faut toujours viser à permettre la poursuite simultanée de la formation générale et de la formation professionnelle aux jeunes intéressés par cette formule dès la troisième secondaire. Il faut aussi offrir plus de stages et plus de stages en milieu de travail de longue durée, c'est là un élément essentiel à tout programme de formation professionnelle ou technique. Les programmes offerts au secondaire et au collégial doivent refléter davantage la réalité économique de la région d'appartenance de l'institution qui les offre, sans que cela devienne un critère exclusif de la présence d'un programme. Par ailleurs, il faut introduire plus de cohérence, d'harmonie et de

passerelles parmi les divers programmes de formation et ordres d'enseignement. En ce sens, le passage d'une discipline à une autre doit être facilité.

On observe que les entreprises ne sont pas spontanément enclines à collaborer avec le système d'éducation (offres de stage, prêts d'équipement, conseils à l'orientation, financement des institutions, etc.) alors qu'elles exigent que le contenu des programmes répondent à leurs besoins. Cette attitude est dénoncée. Tout en étant incertains du moyen à utiliser pour forcer leur engagement (incitatifs fiscaux et financiers ou appel à leur conscience sociale et au caractère rentable de l'investissement dans la relève), les jeunes sont majoritaires à revendiquer un tel engagement.

### Contre le décrochage des enseignants et des jeunes

Bien que l'on admette que de se retirer de l'école puisse être un bon moyen de faire le point, de se réorienter ou de faire une pause régénératrice, il reste que le décrochage scolaire a aujourd'hui pris une envergure disproportionnée. En fait, cela est devenu un véritable problème autant du côté des jeunes que de celui du personnel enseignant. Certains affirment même que le décrochage n'est pas que scolaire; les parents et les gouvernements se sont aussi détournés de leurs responsabilités. On se prépare donc à vivre dans une société mal éduquée et malade.

Les causes du décrochage sont multiples et valent parfois aussi bien pour les jeunes que pour les enseignantes et les enseignants. Rigidité paralysante du cadre scolaire, démotivation chronique, dévalorisation sociale de l'éducation, absence de vision positive face à l'avenir, manque de communication et de compréhension entre les élèves et le personnel enseignant, simultanéité des études et du travail à temps complet et hausse exagérée des frais de scolarité ne représentent que quelques-unes de ces causes. Il importe donc de poursuivre la lutte contre le décrochage.

En ce qui concerne le personnel enseignant, et puisque la réussite éducative en dépend, celui-ci a besoin d'être remotivé et revalorisé. À cette fin, il est urgent de redéfinir ses tâches, ses moyens d'auto-évaluation, son pouvoir d'innover et sa capacité d'autonomie. Il faut lui procurer les outils et les ressources nécessaires à son perfectionnement et à sa revitalisation. En parallèle, il faut bien sûr cesser de revoir constamment à la baisse les services aux étudiants puisque les coupures dans ce secteur se traduisent indirectement mais invariablement par une augmentation de la tâche des enseignantes et enseignants.

Pour les jeunes, l'école doit devenir un milieu de vie qui leur offre une place active et qui fonctionne en harmonie avec la famille et le milieu communautaire. L'école doit favoriser l'engagement du jeune et diminuer l'importance accordée à la performance scolaire. Elle doit aussi démontrer davantage la nature des liens existant entre l'apprentissage scolaire et le devenir social et professionnel du jeune. Cela permet de revivifier le nécessaire sentiment d'appartenance entre le jeune et l'établissement qu'il fréquente.

Un enseignement plus individualisé et plus souple qui respecte la façon d'apprendre, le rythme et le cheminement de l'élève, une amélioration des relations qui se tissent entre les enseignantes et les enseignants et les jeunes en difficulté, un lien plus étroit entre l'école et la famille et la reconnaissance d'une responsabilité quant à l'espoir à donner aux jeunes figurent aussi parmi les éléments d'une stratégie de lutte contre le décrochage.

### **Une école plus ouverte sur la communauté**

Il est bien entendu que le système d'éducation est à un tournant. Il supplée comme jamais peut-être la famille. Il est aux prises avec les demandes des entreprises qui ne lui donnent rien en retour. Il a à composer avec différents ordres d'enseignement, ce qui complique le maintien de la cohérence et de l'harmonisation dans le système. Il doit être ouvert de plus en plus aux personnes qui désirent améliorer leurs qualifications après un bref ou un long séjour sur le marché du travail. Et il voit ses ressources diminuer constamment, un problème, entre autres, qui commence à affecter l'accessibilité aux études supérieures.

Évidemment, l'éducation prendrait ce tournant de façon plus sécuritaire si les gouvernements décidaient d'investir au lieu de sabrer dans les budgets des maisons d'enseignement. Tout irait pour le mieux aussi si l'entreprise privée acceptait de collaborer davantage au financement des institutions et à la formation professionnelle des jeunes. De même, les parents pourraient investir plus d'énergie pour que leurs enfants qui commencent leur vie scolaire le fassent du bon pied.

Toutefois, des changements doivent survenir également dans l'école elle-même. Pour plusieurs, l'école est une «inadaptée» qui s'est retirée de la société et de sa communauté et qui ne vit que pour elle-même. Il importe tout aussi bien qu'elle s'ouvre sur les nouvelles conditions sociales et économiques et qu'elle participe pleinement au développement de la collectivité.

En premier lieu, elle doit reprendre contact avec les jeunes et s'insuffler une bonne dose de démocratie. L'école doit «se faire» avec les jeunes et l'institution doit valoriser la vie démocratique en l'appliquant à l'intérieur même de ses murs. Il est ainsi primordial qu'elle favorise la participation des jeunes à ses instances décisionnelles et consultatives, du secondaire à l'université.

En deuxième lieu, le système d'éducation doit prendre conscience que le marché du travail a connu des transformations majeures au cours des vingt dernières années. Ces transformations font en sorte qu'il n'y a plus suffisamment d'emplois pour tout le monde. Il faut qu'il le reconnaisse et qu'il modifie son enseignement en conséquence.

En troisième lieu, l'école doit devenir un milieu de vie ouvert sur la communauté qui est la sienne. Elle doit notamment travailler en partenariat avec les organismes communautaires jeunesse et être plus sensible à la collectivité. Ainsi, les valeurs qu'elle transmet aux jeunes colleraient davantage à la réalité et un véritable échange de services se ferait entre elle et les organismes du milieu. Aujourd'hui, l'école a et véhicule une perception de la société qui ne rejoint pas celle des jeunes et des groupes sociaux, ce qui contribue à consacrer son retrait social.

### THÈME 3 : LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

#### État de situation et questions

Connaître le chômage ou la précarité a bien sûr de sérieux effets sur les revenus et les conditions de vie et de travail. Plus important encore, l'un et l'autre posent des obstacles à l'intégration professionnelle, ce qui peut affecter le sentiment d'appartenance à un milieu de travail, à un milieu de vie, voire à la société. C'est en fait tout le processus d'intégration sociale et professionnelle qui se trouve bouleversé sans qu'un autre modèle ait pu prendre le pas. Le projet de vie classique selon lequel un individu étudiait, se dénichait un emploi stable, se mariait et avait des enfants, s'est brisé à l'intérieur de la restructuration économique. Les jeunes ont maintenant à définir leur plan de vie dans un univers où chaque élément est précaire, que ce soit le parcours scolaire, la vie professionnelle, la vie de couple ou la vie familiale.

À la fois un signe et un effet de l'exclusion provoquée par la précarité, c'est la montée de la pauvreté des jeunes. Sont pauvres 40 % des jeunes qui vivent seuls, 17 % des jeunes familles et 84 % des jeunes familles monoparentales. Sont pauvres les jeunes assistés sociaux mais aussi les jeunes qui travaillent au salaire minimum ou qui dépendent des prêts et bourses pour vivre. Le nombre de jeunes itinérants et de jeunes «sans chèque» serait en hausse. Des études démontrent que la pauvreté des jeunes, loin d'être un passage obligé, se fait de plus en plus persistante.

L'exclusion guette donc de nombreux jeunes : l'exclusion par rapport aux biens de consommation, mais aussi l'exclusion par rapport à la vie en société et à la vie démocratique. Car, l'exclusion se définit aussi par l'isolement, l'absence de projet d'avenir et une autonomie atrophiée. L'exclusion, c'est la marginalisation, la honte, l'insécurité, le manque d'amour, le sentiment de ne pas avoir droit à la même part que les autres. L'exclusion, c'est le «moins-avoir» et le «moins-être» réunis. Mais, elle porte aussi les germes de l'éclatement social et la fin des solidarités.

Que peuvent faire les gouvernements, le patronat, les syndicats et les organismes communautaires pour vaincre l'exclusion des jeunes ?

Quelles directions voudrait-on donner au régime de la sécurité du revenu pour qu'il contribue mieux à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ?

Quel rôle les jeunes, «nantis» ou non, «organisés» ou non, peuvent-ils jouer dans la lutte contre l'exclusion ?

## Synthèse des propos des jeunes

### L'exclusion . . . comme un stigmat

L'exclusion se présente sous de multiples facettes. Elle touche différents groupes d'âge et des personnes qui se situent dans toutes les classes de la société. Chez les jeunes, elle est davantage associée à l'exclusion de la société salariale, laquelle entraîne inévitablement un manque de ressources financières et la pauvreté, et à l'exclusion des lieux décisionnels, laquelle fait perdre de vue le fait que les jeunes sont des citoyens à part entière.

Les causes de l'exclusion sont elles aussi multiples. Lorsqu'aucun modèle familial n'existe, lorsque l'individualisme est érigé comme valeur fondamentale, lorsque les gouvernements et les médias ignorent l'existence de problèmes majeurs et lorsque le travail demeure le principal moyen d'acquiescer un statut social valorisant, il ne faut pas se surprendre du fait que de plus en plus de personnes, dont bon nombre de jeunes, éprouvent beaucoup de difficultés à intégrer la société. Certaines vont jusqu'à choisir de s'exclure volontairement, tellement elles portent un jugement négatif sur l'organisation sociale et politique actuelle.

Par ailleurs, la montée de l'exclusion n'est pas sans conséquences sur les plans social et personnel. Elle serait même une menace à la société pour la raison qu'elle consacre les fortes disparités entre les groupes sociaux et entre les groupes d'âge, permettant ainsi la naissance de mouvements sociaux ou politiques qui se situent aux extrémités du spectre idéologique. Les exclus sont aussi généralement perçus comme étant des marginaux, des sous-citoyens, des individus potentiellement dangereux; bref, des problèmes ambulants contre lesquels il faut agir.

Pourtant, les jeunes en particulier ne demandent pas mieux que de sortir de leur isolement et de participer, en tant que partenaires, au devenir du Québec.

### L'aide sociale et l'employabilité : des obstacles à l'insertion

Avec toutes les faiblesses non corrigées du régime de l'aide sociale et des mesures de développement de l'employabilité, on se demande si les gouvernements veulent vraiment aider les jeunes assistés sociaux à s'en sortir. En fait, on constate que le régime est incohérent et que les mesures sont assorties de conditions d'admissibilité irréalistes. De plus, ces mesures profitent davantage aux employeurs qu'aux bénéficiaires parce qu'elles freinent la création de véritables emplois, n'offrent aucun encadrement sérieux et aucune possibilité réelle d'obtenir un emploi. Pour plusieurs, loin d'être un remède à la pauvreté, le régime de la sécurité du revenu contribue à l'exacerber.

Afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle, plusieurs jeunes recommandent aux gouvernements de cesser la réduction des budgets alloués aux programmes sociaux. Ils revendiquent également l'accès à une information plus pratique et plus complète sur l'état du marché du travail et les secteurs qui connaissent une pénurie de main-d'oeuvre. De plus, ils pensent que les gouvernements doivent fonctionner davantage en partenariat avec les organismes communautaires afin d'aider les jeunes exclus. Pour ce faire, ils doivent eux-mêmes accorder un financement qui assure le maintien de l'autonomie et le développement de ces organismes.

Finalement, pour combler la perte des mesures d'employabilité actuelles, on veut que soient offerts des postes de formation et de travail rémunéré à l'intérieur des entreprises. Ces postes doivent permettre l'acquisition d'expérience de travail et l'accès à un véritable emploi dans les cas où la période d'apprentissage a permis au participant de faire ses preuves.

Les jeunes ne veulent surtout pas avoir un statut particulier à la sécurité du revenu. Ils craignent qu'en étant ciblés, ils soient les premières victimes des coupures et davantage culpabilisés. Voilà tout ce qu'ils veulent : un avenir et la capacité d'exercer leur rôle de citoyen à part entière.

#### **Laissés-pour-compte par les « inclus »**

Les employeurs, les politiciens, les hauts fonctionnaires, les syndicalistes, les responsables des corporations professionnelles, les économistes et les baby-boomers doivent se rendre compte que notre société ne peut fonctionner sans l'apport des jeunes adultes. En préservant leur pouvoir, en protégeant leurs acquis et en continuant de prôner des valeurs dépassées, ils contribuent tous à exclure les jeunes. Du secteur économique au secteur des loisirs, des finances jusqu'à la sécurité du revenu, c'est l'inertie totale. Il n'y a jamais d'idées nouvelles. Ce sont toujours les mêmes personnes que l'on retrouve partout depuis des décennies. Il est impossible de continuer en ce sens.

Il faut que ces décideurs prennent conscience que nous sommes engagés dans un cul-de-sac et que plusieurs façons de fonctionner doivent être remises en question. Entre autres, des moyens comme la réduction du temps de travail et la redistribution des heures supplémentaires doivent être davantage utilisés pour créer de la place sur le marché du travail. Les entreprises rentables et les gouvernements doivent aussi créer des emplois nouveaux et de qualité pour les jeunes. Dans tous les milieux, on doit reconnaître la valeur du capital humain tant sur les plans social qu'économique. Quant aux gouvernements, en particulier, ils doivent cesser de réduire les services sociaux et travailler à faire en sorte que les différents ministères collaborent dans le but de régler des problèmes plutôt que de se faire concurrence pour préserver leurs crédits.

## Devenir acteurs

L'exclusion se combat également par l'engagement social et politique des jeunes. Les jeunes doivent prendre un autre rôle que celui de simples spectateurs de la dégradation sociale. Ils doivent devenir des acteurs du développement de leur société et des ambassadeurs de leur propre cause. Ils doivent en arriver à changer les choses et pas seulement s'adapter aux décisions des autres.

Évidemment, il est difficile de se manifester, de s'engager, de s'intéresser lorsque l'on est aux prises avec une foule de problèmes de survie quotidienne et que l'on ne nous a jamais encouragé à agir. L'engagement social n'est pas une valeur dont on traite volontiers dans le milieu éducatif. On n'y valorise pas non plus le développement de l'esprit critique et la capacité d'analyse mais bien plus la soumission aux ordres.

Si de nombreux jeunes hésitent à s'engager parce que complètement désillusionnés, il faut toutefois admettre que d'autres sont déjà actifs dans des organisations politiques locales ou nationales, dans les organismes communautaires jeunesse et à l'intérieur de toutes sortes d'instances municipales ou de quartier. Ils doivent continuer de prendre des places et de devenir des acteurs importants dans tous les secteurs, fédérations et regroupements existants. À cet égard, les jeunes valorisent particulièrement l'engagement local et régional qui permet un contact plus direct avec les possibilités d'action.

## Se regrouper

Le fait de s'engager personnellement est d'une importance capitale. Toutefois, les jeunes doivent également miser sur leur regroupement afin de mieux se faire entendre, interpeller les décideurs et modifier les tendances sociales et économiques actuelles.

Conscients que leurs origines sociales respectives sont différentes, que les problèmes qu'ils rencontrent varient d'un individu à l'autre et que leurs valeurs personnelles ne se rencontrent pas toutes, les jeunes affirment que cette diversité n'arrive pas à masquer les risques d'exclusion qui peuvent en toucher un nombre toujours croissant. Pour cette raison, plusieurs souhaitent que naissent coalitions et regroupements d'organisations jeunesse afin que soient mieux véhiculées les idées et les besoins des jeunes. D'ailleurs, ils soulignent que les femmes et les aînés réussissent à se faire entendre par ce moyen malgré une diversité qui n'est pas moins large.

On pense aussi que les grands mouvements nationaux doivent naître de l'action et de la mobilisation faites dans les organisations jeunesse déjà existantes.

### **Partager l'espace de vivre**

Lutter contre l'exclusion ne se limite pas à partager et à créer des emplois. Bien que l'emploi soit encore la voie royale menant à l'insertion sociale et professionnelle, plusieurs sont d'avis qu'il faut élargir le débat puisque la société actuelle est incapable de procurer un emploi à tous ceux et celles qui veulent travailler. On en arrive donc à revendiquer le partage de l'espace de vivre.

Cependant, partager l'espace de vivre est impossible sans de nouveaux modèles de développement social et économique, sans un nouveau projet de société. Une société qui n'exclut personne... Une société où les décideurs et les entreprises valorisent et s'engagent dans l'insertion sociale de toutes et de tous, y compris celle des personnes qui n'ont pas d'emploi. Une société où les organismes communautaires, les jeunes et les personnes appartenant aux différentes communautés culturelles collaborent pleinement à son édification. Une société où l'on travaille ensemble à prévenir les problèmes et à favoriser le développement de chaque localité. Une société où chaque individu peut jouer son rôle de citoyen à part entière avec ce que tout cela comporte de responsabilités, de droits et d'accès à l'information.

On dit que ce sont les rêveurs qui font avancer le monde.

## THÈME 4 : LES FINANCES PUBLIQUES ET L'ÉQUITÉ

### État de situation et questions

Ces dernières années, l'intérêt pour les finances publiques s'est accru à la suite des changements dans les dépenses gouvernementales et les différentes formes d'imposition et de taxation, ainsi que de l'ampleur prise par la dette et le déficit. La résolution des problèmes liés à ces éléments en est même venue à s'ériger en priorité, voire en obsession, pour les gouvernements, les administrations publiques, les médias et le public en général.

La fiscalité est un élément très important de l'ensemble des politiques sociales. Elle s'insère inévitablement dans un projet de société et contribue à définir les comportements économiques des individus et des entreprises; elle contribue également à déterminer les types de rapports qu'une société entend instituer entre ses membres, riches et pauvres, hommes et femmes, jeunes et vieux, natifs du pays ou immigrants, promoteurs des investissements et laissés-pour-compte de la concurrence.

Néanmoins, tout indique que les orientations gouvernementales destinées à améliorer l'état des finances publiques portent bien peu sur des modifications à apporter au régime fiscal des entreprises et des particuliers et sont plutôt dirigées vers la réduction des dépenses, la révision du système de protection sociale et la modification du rôle de l'État.

Or, la réduction des dépenses gouvernementales et la révision du système de protection sociale se répercutent déjà fortement sur les jeunes. Coupures dans l'éducation, hausse des frais de scolarité, gel de l'embauche dans le secteur public et parapublic, attrition, désassurance des soins de santé et diminution de l'accessibilité à l'assurance-chômage et à l'aide sociale n'en sont que les signes les plus manifestes.

Les jeunes sont sans doute prêts à faire leur part pour payer les infrastructures nécessaires au développement de la collectivité, mais davantage qu'une société à payer, c'est une société à bâtir qu'ils veulent. Payer une dette n'est pas le projet de société auquel adhèrent les jeunes.

Les gouvernements doivent-ils inévitablement abandonner leurs rôles relatifs à l'éducation, à la santé et à l'assistance sociale pour solutionner le problème des finances publiques ?

Est-il nécessaire de modifier la fiscalité des particuliers et des entreprises? Si oui, dans quelle direction ?

Les gouvernements peuvent-ils mieux gérer leurs dépenses tout en favorisant l'embauche de jeunes dans le secteur public et parapublic ?

## Synthèse des propos des jeunes

### Couper, c'est s'appauvrir

Les avis sont partagés en ce qui concerne l'existence ou non d'une crise des finances publiques. Certains affirment qu'il est urgent d'assainir les finances publiques si le Québec veut redevenir compétitif au niveau mondial. D'ailleurs, ils estiment que l'on peut «faire mieux avec moins». Nos programmes sociaux, entre autres, seraient trop généreux et auraient besoin d'être révisés. Par contre, d'autres ne sont pas convaincus du mauvais état dans lequel se trouveraient les finances publiques. Pour eux, vouloir à tout prix assainir les finances publiques représente un autre moyen d'enrichir des institutions ou des personnes qui sont déjà riches, aux dépens des citoyens de la classe moyenne, des jeunes et des pauvres.

Malgré cette fondamentale divergence d'opinion, on s'entend généralement pour dire que l'assainissement des finances publiques ne doit pas être érigé en projet de société. On prétend également que les gouvernements peuvent améliorer la situation en prenant d'autres moyens que les coupures dans les services et les programmes qu'ils offrent. Assainir les finances uniquement par les coupures de toutes sortes, c'est assainir les finances en détériorant la situation des jeunes.

Certains pensent aussi que les questions de la dette et du déficit soulèvent moins de remous dans les autres provinces canadiennes parce qu'au Québec, l'État est davantage un outil de développement national et un rempart devant la vague néolibérale qui déferle sur le monde occidental. Une remise en question du rôle et des fonctions de l'État interpelle donc les Québécoises et les Québécois de toutes les couches sociales.

Parmi les éléments qui semblent rallier en majorité les jeunes, la recherche d'autres voies que celle de l'imposition de coupures dans les programmes et les services gouvernementaux apparaît de toute première importance. Couper signifie augmenter le nombre de personnes sans emploi et dépendantes des programmes sociaux, produire davantage d'exclus, appauvrir les plus pauvres, détériorer le tissu social, réduire considérablement le rôle que peuvent jouer le système éducatif et le réseau de la santé et des services sociaux dans le développement de la société et, par contrecoup, hausser les coûts financiers et humains associés à la pauvreté et à l'exclusion. D'ailleurs, on observe qu'il existe déjà une foule de problèmes au Québec actuellement, problèmes qui peuvent être solutionnés si les gouvernements décident d'agir et d'investir. Dans un tel contexte, couper davantage dans les services et les programmes apparaît suicidaire et peut mener à l'éclatement social.

Quant à cette question des finances publiques, il est primordial d'agir de façon équitable en tentant d'appliquer deux principes généraux : ne pas imposer de coupures tant que l'on n'a pas cherché à exploiter d'autres sources de revenu et lier le développement économique au développement social.

## Établir des priorités

En fait, avant de procéder à une vaste opération visant à assainir l'état des finances publiques, il importe que des priorités soient clairement établies par la population du Québec. Et bien que les gouvernements, les milieux financiers, l'OCDE et le G7 recommandent de sabrer dans les programmes sociaux et l'appareil de l'État, les décisions finales doivent être déterminées collectivement en toute clarté.

Selon les jeunes, plusieurs éléments sont liés : la reconnaissance de l'existence d'un problème affectant les finances publiques, le devoir d'agir afin de le corriger et la réalisation d'un exercice collectif visant à déterminer des moyens à adopter et des secteurs à protéger.

Par ailleurs, avant d'établir des priorités, certains jeunes posent une question que l'on entend rarement : y a-t-il une dette et un déficit acceptables et qui n'empêchent pas le fonctionnement des gouvernements ? Ils suggèrent donc que l'on réponde à cette question avant de préciser les moyens qui contribueront à réduire dette et déficit.

L'ensemble des points prioritaires soulevés par les jeunes se divise en trois types : la création d'emplois, le maintien des principaux programmes sociaux et du filet de sécurité sociale, et une meilleure répartition de la richesse par la fiscalité.

Pour plusieurs, il est illusoire de croire que l'on peut s'attaquer au déficit et à la dette sans intervention énergique et cohérente en faveur de la création d'emplois. Créer des emplois, c'est créer de la richesse et, par le fait même, de nouveaux revenus pour l'État. Il faut donc faire en sorte que les grandes entreprises se mettent de nouveau à créer des emplois. Il faut aussi que le démarrage d'entreprises nouvelles soit facilité. De même, il faut découvrir des créneaux d'activité inexploités et aider les jeunes entrepreneurs à y faire leur nid. Finalement, il ne faut pas négliger les voies de l'aménagement du temps de travail, de la réorganisation du travail et du développement de la formation professionnelle à l'intérieur d'une politique nationale de l'emploi.

Également, bon nombre de jeunes veulent que soient maintenus les programmes sociaux et le filet de sécurité sociale. Il faut sans doute réorganiser la gestion des secteurs de l'éducation, de la santé, des services sociaux, de l'aide sociale et des régimes de retraite, mais on doit y maintenir la quantité et la qualité des services et des prestations. Couper dans ces secteurs névralgiques, c'est couper chez les plus démunis de notre société et les jeunes.

Le redressement des finances publiques ne peut se faire aussi sans une intervention majeure sur le plan fiscal. Il faut que l'État accepte de mieux répartir la richesse avec le souci de préserver l'accès aux services et aux programmes qu'il offre à la population.

### **Améliorer la gestion de l'état**

Les jeunes sont presque unanimes à désigner la mauvaise gestion des gouvernements comme étant l'une des principales causes du problème des finances publiques. Ils estiment aussi qu'une amélioration de cette gestion peut à elle seule permettre de redresser sensiblement la situation.

En fait, les gouvernements doivent être plus efficaces. Ils doivent améliorer les services et les programmes auxquels la majorité des personnes ont accès et recours. Et, idéalement, l'amélioration de ces services et de ces programmes doit se faire en s'appuyant sur les critiques et les besoins manifestés par ces mêmes personnes.

La clef de toute cette opération réside dans l'établissement d'une grande rigueur dans la gestion et l'administration publique et parapublique. Cette rigueur doit permettre de réaliser des économies qui, à leur tour, pourront être investies dans les secteurs importants tels l'éducation, la santé et l'aide sociale.

Comment réaliser ces économies ? Ce peut être en appliquant les recommandations du Vérificateur général, en imposant davantage les grandes entreprises qui font des profits exorbitants, en éliminant les dépenses inutiles causées par la multiplicité des structures gouvernementales, en établissant une meilleure coordination entre les programmes émanant des différents paliers gouvernementaux, en révisant la nature de tous les postes présents dans la machine gouvernementale en fonction de leur utilité réelle dans le déploiement des services et des programmes à la population. Il faut également voir à la possibilité de privatiser certains services, d'instaurer une tarification sur d'autres, d'abolir certains programmes destinés aux entreprises, de diminuer la protection et les conditions salariales et de travail des fonctionnaires et de responsabiliser davantage les gestionnaires des secteurs public et parapublic.

Tout cela pourrait hausser la productivité de la fonction publique et maintenir, ou peut-être améliorer, les services et les programmes sociaux offerts par l'État.

### **Une fiscalité qui encourage la création d'emplois**

Si la tarification de certains services publics est envisagée comme étant une piste à explorer, la majorité des jeunes sont d'avis qu'une réforme fiscale est une solution plus appropriée pour augmenter les revenus de l'État. Évidemment, une telle réforme doit se faire prudemment de façon à ce que les entreprises et les individus à revenu élevé ne soient pas tentés de quitter le Québec précipitamment. Car, lorsque les jeunes abordent cette question de la réforme fiscale, leurs propos portent principalement sur le besoin collectif de faire contribuer davantage les entreprises qui font des profits importants et les individus à revenu élevé.

Toutefois, avant d'aborder les moyens concrets permettant de faire contribuer ces deux groupes davantage, les jeunes souhaitent qu'une révision de la fiscalité engage tous les paliers gouvernementaux de façon cohérente et coordonnée. De même, ils jugent important de simplifier le régime fiscal. Ils veulent aussi qu'un nouveau régime fiscal soit à l'image d'un cadre social et d'un système de valeurs qui prône plus que jamais la justice, l'équité et la fin du gaspillage. Finalement, ils recommandent que ce régime consacre l'importance que revêtent la création d'emplois et le partage de la richesse.

Les jeunes ne s'attendent pas à ce que l'on s'en prenne aux richesses avec avidité. On ne doit pas effacer tous les avantages que procure un salaire élevé, certains soulignant que, souvent, salaire élevé rime avec dette (et dette d'études) élevée. De même, il ne s'agit pas d'effaroucher les entreprises. Nous avons besoin de leur apport pour créer de la richesse et des emplois. Cependant, elles doivent remplir leurs fonctions économiques et sociales pour le plus grand bien de la société.

Ainsi, les jeunes préconisent qu'une réforme de la fiscalité soit mise en avant pour réduire les taxes à la consommation et diminuer l'effort demandé aux particuliers. Les salariés doivent aussi bénéficier de plus d'avantages de façon à ce que le travail au noir soit mis en échec. Dans l'optique de favoriser la création d'emplois, les travailleuses et les travailleurs qui réduisent volontairement leur temps de travail doivent avoir accès à certaines déductions. De même, il y a tout lieu de réduire fortement les taxes sur la masse salariale des entreprises et d'accorder de nouveaux avantages à celles qui créent des emplois. Par contre, on doit imposer les profits des entreprises et abolir certains abris fiscaux qui ne contribuent pas à la création d'emplois.

Imposer les transactions financières, les grosses fortunes et les héritages, introduire des taxes spécialement plus élevées sur certains biens de luxe et interdire le report, par les entreprises, du paiement des taxes et des impôts, figurent au nombre des autres mesures favorisées par les jeunes en vue de la révision du régime fiscal.

### **Honnêteté, solidarité, partage**

Honnêteté, solidarité et partage sont les maîtres mots qui doivent guider les gouvernements dans leur exercice d'assainissement des finances publiques. Responsabilité et équité sont, pour leur part, les champs de force dans lesquels les individus et les entreprises doivent évoluer. Remettre en question le rôle de l'État, réévaluer les services et les programmes publics et réviser le régime fiscal, cela ne peut se faire en vase clos, sans la participation directe de toute la collectivité.

Aujourd'hui, le défi consiste à concrétiser ces valeurs et cette participation directe.

Pour les personnes, cela veut notamment dire : cesser de travailler au noir ou de faire appel à du travail au noir, consommer de façon plus modérée les services publics ou être prêts à défrayer un certain coût pour ces services, et être sensibles à l'achat de produits québécois lorsque la situation se présente. Pour leur part, les particuliers à revenu

élevé doivent être prêts à contribuer davantage en acceptant de perdre certains avantages fiscaux ou en étant les cibles d'une nouvelle taxe applicable sur les produits de luxe.

Par ailleurs, les entreprises doivent admettre qu'elles bénéficient de l'existence des services publics et des programmes sociaux au même titre que les individus. Cette reconnaissance doit se doubler d'une nouvelle conscience sociale. Le tout leur suggère qu'elles doivent s'engager plus fortement dans leur communauté et chercher à maintenir ou à améliorer la quantité et la qualité des services et des programmes gouvernementaux. Les jeunes pensent donc que les entreprises peuvent apporter leur contribution à l'assainissement des finances publiques en contribuant financièrement davantage selon la quantité des profits obtenus, en appliquant l'équité salariale entre les sexes et entre les âges, en s'engageant plus fortement dans le développement de la formation professionnelle et en accordant leur appui aux initiatives qui visent à améliorer la qualité de vie de leur milieu d'appartenance. Elles peuvent aussi agir de façon à éliminer toute forme de pollution et de gaspillage dont elles sont responsables. Elles ont à collaborer plus étroitement avec le système d'éducation. Enfin, et cela peut être leur contribution majeure, les entreprises privées doivent avoir comme premier objectif de créer de l'emploi et non de faire des profits.

Par ailleurs, au-delà des fonctions et des tâches qui leur ont été déjà assignées, les gouvernements ont à établir un lien entre le développement social et le développement économique. Ils doivent protéger la paix sociale en insufflant plus d'équité, de cohérence et de justice dans leur gestion et dans leur offre de services et de programmes. S'il existe une dette et un déficit importants dans les finances publiques, il existe aussi un déficit majeur et récurrent dans la confiance que porte les jeunes et les Québécois et les Québécoises en général à leurs gouvernements.

**Organismes présents à la  
Conférence parallèle des jeunes sur le devenir  
social et économique du Québec  
Dimanche, le 17 mars 1996**

**Les organismes jeunesse nationaux**

Association des services d'aide aux jeunes entrepreneurs du Québec  
Auberges du coeur du Québec  
Centre des jeunes dirigeants du Québec  
Centre d'étude et de coopération internationale  
Collectif des entreprises d'insertion  
Comité national des jeunes CSN  
Comité national des jeunes du Parti Québécois  
Commission des jeunes du Parti Action Démocratique du Québec  
Commission jeunesse du Parti libéral  
Environnement Jeunesse  
Fédération de la relève agricole du Québec  
Fédération des associations étudiantes de médecine du Québec  
Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire  
Fédération des médecins résidents du Québec  
Fédération étudiante collégiale du Québec  
Fédération étudiante universitaire du Québec  
Front commun des personnes assistées sociales du Québec  
Groupe des cent  
Intégration jeunesse du Québec  
Jeunes CEQ  
Jeunes Libéraux du Canada  
Jeunesse Canada Monde  
Jeunesse du monde  
Ligue antifasciste mondiale  
Regroupement des centres d'amitié autochtone  
Regroupement des jeunes arabes  
Regroupement des jeunes gens d'affaires  
Regroupement des maisons de jeunes du Québec  
Regroupement des maisons d'hébergement jeunesse du Québec

Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec  
Regroupement québécois des coopérateurs et coopératrices du travail  
Section jeunesse du Nouveau Parti Démocratique  
Jeunesse Ouvrière Chrétienne du Québec

### **Les organismes jeunesse locaux**

Association des médecins résidents de McGill  
Association des médecins résidents de Montréal  
Association des médecins résidents de Québec  
Association des médecins résidents de Sherbrooke  
Association étudiante de l'Université du Québec à Rimouski  
Association étudiante du Cégep Bois-de-Boulogne  
Association étudiante du Cégep de Lévis-Lauzon  
Association étudiante du Cégep de Sorel-Tracy  
Association étudiante du Cégep Édouard-Montpetit  
Boulot vers...  
Bureau d'action et d'information politique du Cégep de Sainte-Foy  
Carrefour communautaire l'Entre Gens de Rosemont  
Carrefour Jeunesse Emploi des Îles-de-la-Madeleine  
Centre de recherche-action sur les relations raciales  
Centre de référence du Grand Montréal  
Centre jeunesse arabe  
Club financier de l'Université du Québec à Montréal  
Club 2/3  
Comité Action Emploi Jeunesse de Trois-Rivières  
Confédération des associations étudiantes de l'Université Laval  
Conseil central des Laurentides  
Conseil jeunesse Estrie  
Déclit-Initiatives pour la formation et l'emploi des jeunes  
École entreprise Formétal  
Emploi réinsertion jeunesse 16-21  
Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke  
Forum Emploi Estrie  
Jeune Chambre de commerce de Montréal  
Jeune Chambre de commerce du Québec Métro  
Jeunes CSN des Laurentides

Journal de la Rue

Jeunesse du Monde de Québec

Jeunesse ouvrière chrétienne de Montréal

MAGE de l'Université du Québec à Chicoutimi

Maison d'hébergement jeunesse Roland-Gauvreau de Joliette

Opération placement jeunesse de Montréal

Pastorale jeunesse de Saint-Jérôme

POSIVISION

Programme d'organisation au travail inc.

Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal

Service de main-d'oeuvre L'Appui

SPRINT Trois-Rivières

YWCA de Montréal

#### **Les organismes observateurs à la conférence de fermeture**

Caisse de dépôt et de placement du Québec

Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre

Confédération des syndicats nationaux

Conseil des aînés

Conseil de la famille

Conseil supérieur de l'éducation

Forum pour l'emploi

Institut canadien d'éducation aux adultes

L'R des femmes

Parti libéral du Québec

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

Ville de Québec

Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec  
Regroupement québécois des coopérateurs et coopératrices du travail  
Section jeunesse du Nouveau Parti Démocratique  
Jeunesse Ouvrière Chrétienne du Québec

### **Les organismes jeunesse locaux**

Association des médecins résidents de McGill  
Association des médecins résidents de Montréal  
Association des médecins résidents de Québec  
Association des médecins résidents de Sherbrooke  
Association étudiante de l'Université du Québec à Rimouski  
Association étudiante du Cégep Bois-de-Boulogne  
Association étudiante du Cégep de Lévis-Lauzon  
Association étudiante du Cégep de Sorel-Tracy  
Association étudiante du Cégep Édouard-Montpetit  
Boulot vers...  
Bureau d'action et d'information politique du Cégep de Sainte-Foy  
Carrefour communautaire l'Entre Gens de Rosemont  
Carrefour Jeunesse Emploi des Îles-de-la-Madeleine  
Centre de recherche-action sur les relations raciales  
Centre de référence du Grand Montréal  
Centre jeunesse arabe  
Club financier de l'Université du Québec à Montréal  
Club 2/3  
Comité Action Emploi Jeunesse de Trois-Rivières  
Confédération des associations étudiantes de l'Université Laval  
Conseil central des Laurentides  
Conseil jeunesse Estrie  
Déclit-Initiatives pour la formation et l'emploi des jeunes  
École entreprise Formétal  
Emploi réinsertion jeunesse 16-21  
Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke  
Forum Emploi Estrie  
Jeune Chambre de commerce de Montréal  
Jeune Chambre de commerce du Québec Métro  
Jeunes CSN des Laurentides

Journal de la Rue  
Jeunesse du Monde de Québec  
Jeunesse ouvrière chrétienne de Montréal  
MAGE de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Maison d'hébergement jeunesse Roland-Gauvreau de Joliette  
Opération placement jeunesse de Montréal  
Pastorale jeunesse de Saint-Jérôme  
POSIVISION  
Programme d'organisation au travail inc.  
Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal  
Service de main-d'oeuvre L'Appui  
SPRINT Trois-Rivières  
YWCA de Montréal

**Les organismes observateurs à la conférence de fermeture**

Caisse de dépôt et de placement du Québec  
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre  
Confédération des syndicats nationaux  
Conseil des aînés  
Conseil de la famille  
Conseil supérieur de l'éducation  
Forum pour l'emploi  
Institut canadien d'éducation aux adultes  
L'R des femmes  
Parti libéral du Québec  
Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec  
Ville de Québec